

## QUE SAIT-ON ?

---

*Nous avons maintes fois souligné dans ces colonnes combien nous semblait vain de prétendre explorer le spectre des futurs possibles sans, tout d'abord, se doter d'une représentation aussi fidèle que possible de la dynamique du monde contemporain. Sans également se doter d'une « vigie » capable de détecter et d'analyser les tendances lourdes et signaux faibles à même de nous renseigner sur les évolutions possibles.*

*Depuis que nous militons pour cette cause, a proliféré une abondante littérature sur ce que l'on dénomme la veille ou, plus pompeusement, l'intelligence économique et / ou stratégique. On trouve ainsi de plus en plus souvent, dans les organisations, des directions en charge de cette noble fonction, dépourvues du reste, la plupart du temps, de véritables moyens pour remplir cette immense mission. Telle est d'ailleurs la raison pour laquelle le groupe Futuribles s'efforce de constituer un « système de veille mutualisé » qui permettrait aux organisations de fédérer leurs énergies et leurs moyens, à tout le moins sur les informations n'ayant pas un caractère véritablement stratégique.*

*Mais, avant même de parler de veille, a fortiori de prospective, force est de s'interroger sur ce que nous savons réellement du monde contemporain, en particulier sur ce que nous savons*

*des sociétés d'Europe occidentale et même de la société française.*

*On peut en effet s'interroger (sinon s'inquiéter) sur les données disponibles, la manière selon laquelle elles sont recueillies, leur robustesse, la manière selon laquelle elles sont rendues ou non publiques, interprétées, contre-expertisées, divulguées... En bref, sur nos connaissances plus ou moins adéquates, fidèles ou tordues de manière délibérée ou inconsciente.*

*Que savons-nous, par exemple, des Français : de leur nombre, de leur âge, de leurs conditions de vie, de leur parcours au fil des âges, sans parler même de leurs valeurs et de leurs aspirations ? Nous savons beaucoup de choses (peut-être trop parfois) et finalement assez peu, y compris parce que les données ne sont pas ou mal recueillies, qu'elles sont collectées de manière inadéquate ou diffusées de façon trompeuse, qu'elles sont parcellaires, sinon incohérentes, assurément incomplètes et éminemment discutables.*

*Commençons par le plus simple : combien sommes-nous ? On plaisante volontiers sur l'absence de dénombrement fiable de la population chinoise. Mais notre connaissance de la situation démographique française et de son évolution récente, elle-même, est sujette à caution. En témoignent les quelque 900 000 habitants « oubliés »*

des recensements de 1990 et 1999<sup>1</sup>, et, tout récemment, la publication des premiers résultats de l'évolution démographique telle qu'elle ressort notamment de la première enquête annuelle du recensement rénové que commente, dans ce numéro, Alain Parant.

Bien entendu, le plus étrange en la matière concerne l'estimation du solde migratoire des années 1990-2003 que, à l'issue d'une sous-évaluation évidente, l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) s'est résigné à réévaluer dans d'importantes proportions. Ainsi, après avoir annoncé une baisse du solde migratoire entre 2002 et 2003 (de + 67 000 à + 57 000), l'INSEE l'estime, cette fois, à 102 000 pour 2003 et 104 000 pour 2004...

On sait combien le sujet est tabou. Telle n'est peut-être pas une raison suffisante pour casser le thermomètre et ainsi laisser s'instaurer, en la matière, un doute qui prêle en conséquence à toutes les estimations les plus fantaisistes (ce solde annuel fait, à ma connaissance, l'objet de chiffrages qui varient désormais du simple au quadruple).

Toujours dans le registre des « choses » dites quantifiables, Alain Parant dénonce les lacunes dont souffre le système d'investigation des mouvements de population en illustrant son propos par quatre exemples : l'incertitude qui pèse sur les gains d'espérance de vie sans incapacité, l'ignorance dans laquelle nous sommes quant aux interruptions volontaires de grossesse, l'abandon fort regrettable de l'enquête « Mobilité géographique et insertion sociale », l'absence de véritable instrument de

mesure permettant d'appréhender les migrations intranationales, non seulement en volume mais aussi en qualité (qui sort ? qui entre ?).

Jean-Paul Lacaze, de son côté, dénonce la manière dont les résultats sont présentés : en dérivé (pourcentage) et en un chiffre absolu, montrant au passage comment on confère aux lecteurs des idées fausses par rapport à la réalité. Que dire alors du nombre de ménages, de leur localisation, de leurs revenus, a fortiori de leurs modes de vie ?

L'article de Louis Maurin « *Que sait-on des inégalités en France ?* » est extraordinairement révélateur, lui aussi, de l'étendue de nos connaissances : très faibles quant aux revenus du patrimoine, très médiocres et tardives quant aux revenus du travail et des transferts sociaux. Mais l'auteur ne nous en livre pas moins une analyse qui tend à montrer que ces inégalités se creusent, diagnostic confirmé par les travaux récents qu'analyse Charles du Granrut dans son texte « *France : une société fragmentée* ».

Une fragmentation glaciation, une fragmentation flexible, une fragmentation explosive ! Le sujet reste à explorer. L'absence de données et d'analyses fait assurément le lit de toutes les interprétations possibles, y compris les plus extravagantes.

Dans cette société dite de l'information, sinon dans cette « économie de la connaissance », invoquées à longueur de temps, se multiplient certes les tuyaux mais reste un énorme travail à accomplir pour améliorer la substance.

Hugues de Jouvenel

---

1. GODET Michel, SARDON Jean Paul. « La vache et le recensé ». *Les Échos*, 23 février 2005.